

Espagne

# Les Basques défient, Madrid s'indigne

► Le plan de libre association voté par le gouvernement autonome "n'a pas d'avenir", dit le Premier ministre.

► La confrontation pourrait toutefois aller à son terme.

**I**ndignation générale à Madrid. Le Parlement basque a voté en fin de semaine dernière le plan Ibarretxe, dénommé de la sorte en vertu du nom de son auteur, chef du gouvernement autonome. Un acte considéré comme une offense majeure par les deux principales formations espagnoles. Socialistes et conservateurs multiplient les mises en garde à l'égard de la province rebelle. La tension reste grande, même si le chef du gouvernement espagnol, José Luis Rodríguez Zapatero, ne cesse d'affirmer que cette proposition anticonstitutionnelle "n'a pas d'avenir".

## Vœu d'autodétermination

Ce plan, évoqué pour la première fois par son auteur en octobre 2003, remet en cause l'équilibre institutionnel établi en 1978. Son objectif principal

consiste à mettre en place une "libre association" entre le Pays Basque et l'Etat espagnol, avec une autonomie accrue, laissant en outre la voie ouverte à une autodétermination par le biais d'une consultation populaire. Après des mois de débats parlementaires, ce texte a finalement été approuvé par les nationalistes modérés du PNV avec l'appui inattendu des radicaux de feu Batasuna, un parti interdit en août 2002 pour être la vitrine politique de l'ETA.

Juan José Ibarretxe, auteur

du plan, y voit une chance historique de renouer le dialogue avec Madrid et de couper l'herbe sous le pied des terroristes de l'ETA. Ce plan "est le plan de l'ETA", fulmine Mariano Rajoy, leader du Parti Populaire. Dans l'opposition à Madrid, le parti de l'ancien Premier ministre José Maria Aznar avait adopté une position très ferme contre tout souhait d'autonomie accrue lorsqu'il était au pouvoir. Le Parti socialiste de José Luis Rodríguez Zapatero, lui, est plus mal pris. Lors de la campa-



■ Juan José Ibarretxe, chef du gouvernement basque, après le vote du plan.

gne électorale, il s'était dit ouvert à une légère révision de la Constitution. Et depuis son accession au pouvoir, il a besoin du soutien des petites formations régionales, dont l'ERC catalan... qui ne cache pas son approbation de ce plan Ibarretxe qui constitue un modèle à ses yeux. "Ce plan ne respecte pas des principes essentiels de la Constitution", a répété lundi José Luis Rodríguez Zapatero.

## Vers un référendum

Le Parti populaire souhaite que ce plan soit brisé dans l'œuf, sans autre forme de procès, via un recours immédiat au Tribunal constitutionnel. Les socialistes, de leur côté, sont prêts à voir le plan naviguer vers le Parlement national où il devrait, de toute manière, être écarté par une large majorité.

Le risque, c'est que le gouvernement autonome basque semble prêt à aller à l'épreuve de force. Juan José Ibarretxe s'est dit déterminé à soumettre son plan à un référendum dans le Pays Basque. Le gouvernement Zapatero a rétorqué qu'il ferait tout pour l'en empêcher. Mais le ver est dans le fruit.

O.M.